
PROCES VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE DE LA 27^e REGION – 18 JUIN 2019

L'assemblée générale annuelle de la 27^e Région s'est tenue mardi 18 juin 2019 à La Halle Belleville, entre 14h00 et 17h30.

Etaient présents :

- AKOKA Nathalie - CNFPT
- ARCHAMBEAUD Hugues - Département de Loire-Atlantique
- BERGERE Jean-Marie - Trésorier de la 27^e Région
- BLANC Yannick - Fonda
- CAMBON Clément - Région Grand Est
- DOBEL Serge - Département du Val d'Oise
- GASSER Raphaëlle - Ex 27^e Région
- HALLAUER Edith - ENSCI - Les Ateliers
- IRRMANN Olivier - Yncréa
- LALA ALQUIER Ghislaine - Région Occitanie
- LE COR Armel - Démocratie Ouverte
- MARCHANDISE Jacques-François - FING
- PALLEZ Frédérique - Ecole des Mines
- PAUL Christian - Administrateur de la 27^e Région
- PENE Clémence - DITP
- RIVAT Emmanuel - Agence PHARE
- ROUBERT Sandrine - Ville de Villejuif
- VALLAURI Benoît - TI LAB - Région Bretagne

Equipe 27^e Région :

- BALOGOUN Mouyi-Dine, Assistant administratif et comptable
- BOIS-CHOUSSY Sylvine, Cheffe de projet
- DEFAIT Julien, Designer
- DEFOSSEZ Juliette, Stagiaire
- DESQUÉ Elisa, Stagiaire
- GUILLOT Louise, Cheffe de projet
- GUIRAUD Nadège, Directrice des programmes et projets
- JESSET Basile, Stagiaire
- LAUDOUAR Jean, Assistant administratif
- PANDELLE Laura, Designer
- TAVERNIER Anne, Directrice administrative et financière
- VINCENT Stéphane, Directeur général

Rappel de l'ordre du jour :

- Tour des stands projets en cours : Transfo + Post-Transfo + lien avec Bloomberg / Eclaireurs / Enacting / Halles Civiques
- Présentation des projets émergeants de nos adhérents ou partenaires
- Point sur les finances et approbations
- Demain, on transforme quoi ? La prospection sans pression

❖ Tour des stands des projets en cours

L'Assemblée générale débute par des ateliers de présentation et de discussions autour des projets en cours : le programme Transfo et Post-Transfo (et le lien avec Bloomberg), le programme « Les éclaireurs », le programme « Enacting the commons », et le projet Les Halles Civiques. Pour plus de précisions, se reporter à l'annexe « Carnet de route ».

❖ Présentation des projets émergeants de nos adhérents ou partenaires

Un temps court de présentation de projet en cours de construction est proposé aux membres qui le souhaitent.

Projet accueil - Ghislaine Lala Alquier, Région Occitanie

Ghislaine Lala-Alquier souligne la problématique récurrente de la proximité et de la relation aux usagers (sous ses différentes formes, y compris celle des réseaux sociaux), et demande à l'assemblée si d'autres collectivités travaillent déjà sur ces thématiques, et sous quelles formes.

Les échangeant font apparaissent les éléments suivants :

Le Conseil Départemental de Loire-Atlantique ont une démarche de certification de ses accueils (et souligne les qualités et les défauts inhérents à ces démarches);

Le Conseil Départemental du Val-d'Oise a mené une démarche avec l'Eure et Loire et la Creuse, sur le modèle des franchises (cf franchises sociales des PIMS). La question centrale est comment assurer, sur une multiplicité de sites, un socle minimum de fonctions, avec un pilotage central de la qualité. Il est prévu que ce travail se fasse avec une équipe de designer.

A Grenoble, ce travail va se faire dans une logique inter-institutionnelle entre la Métropole, la Ville, le CCAS et le Conseil Départemental de l'Isère.

La Région Bretagne mène une expérimentation sur l'accès aux droits dans un contexte de dématérialisation. Une spécialiste du marketing a été embauché pour travailler spécifiquement sur cette question. La Région souhaite organiser en décembre 2019 un événement qui permettrait de synthétiser les retours d'expériences sur les questions d'Accueil.

Reset - Jacques-François Marchandise, FING

Depuis quelques mois, la FING a engagé une réflexion sur “quel numérique nous voulons ?” notamment face aux enjeux d’empreinte écologique, d’exclusion sociale, d’atteintes aux libertés ...

Une tribune a été publiée en janvier 2019, qui a recueilli 200 signataires.

Une démarche collective est engagée sur les transformations réelles du rôle du numérique dans la société, et sur les qualités souhaitées du numériques (plus capacitant, plus frugal, ...).

Plusieurs leviers sont identifiés du côté des concepteurs, des commanditaires, des employeurs, des formateurs/médiateurs, des citoyens-usagers, et des générations futures.

La FING tente de recueillir des engagements d’acteurs.

Ce cycle 2019-2022 a pour objectif de transformer la FING actuelle, avec une vocation d’impact réel, et d’une conversion de la réflexion vers l’action.

Plus d’infos sur <https://reset.fing.org>

La Région Bretagne a développé son incubateur de services numériques, avec notamment un critère de durabilité dans le choix des projets.

Villages du futur - Christian Paul

Ce projet est une idée renaissante : de 2011 à 2013, le programme Transfo en Bourgogne sur les politiques régionales de la ruralité a produit notamment le livre *Villages du futur*. Suite à cela, il n’y a pas eu de portage politique partagé dans les années qui ont suivi.

Puis en 2015, le concept des Villages du futur est devenu l’idée clé du projet de territoire du Nivernais-Morvan (environ 15 communes). Un processus participatif de réflexion sur l’avenir de ces villages a été mené, projet assez inédit par son ampleur et sa nature. Chaque commune peut recourir à l’appui de l’équipe du Nivernais-Morvan. Il s’agit ici du premier territoire rural de cette taille qui a recruté une designer de service.

Cela a produit une forte mobilisation dans ces communes et une adhésion des habitants au projet de territoire, avec la production d’une feuille de route pour des projets opérationnels à plus ou moins court terme.

Le Labo des Villages du futur est issu des 15 équipes locales, notamment pour traiter de la participation des citoyens dans la durée.

La Région Bourgogne vient de décider d’une vague de déploiement de Villages du futur.

Ecole buissonnière - Laura Pandelle, 27e Région

L'idée de l'Ecole buissonnière est née suite aux 10 ans de La 27e Région. Le constat est le suivant : le secteur professionnel a émergé autour du design des politiques publiques, dans sa dimension pluridisciplinaire, mais est exposé aujourd'hui au risque de sa perte en qualité et de tentatives de récupérations.

Les questionnements sont les suivants : comment travailler avec la future génération de professionnels ? Quelle est la culture commune ? Quel est le sas de découverte des pratiques et des méthodes ?

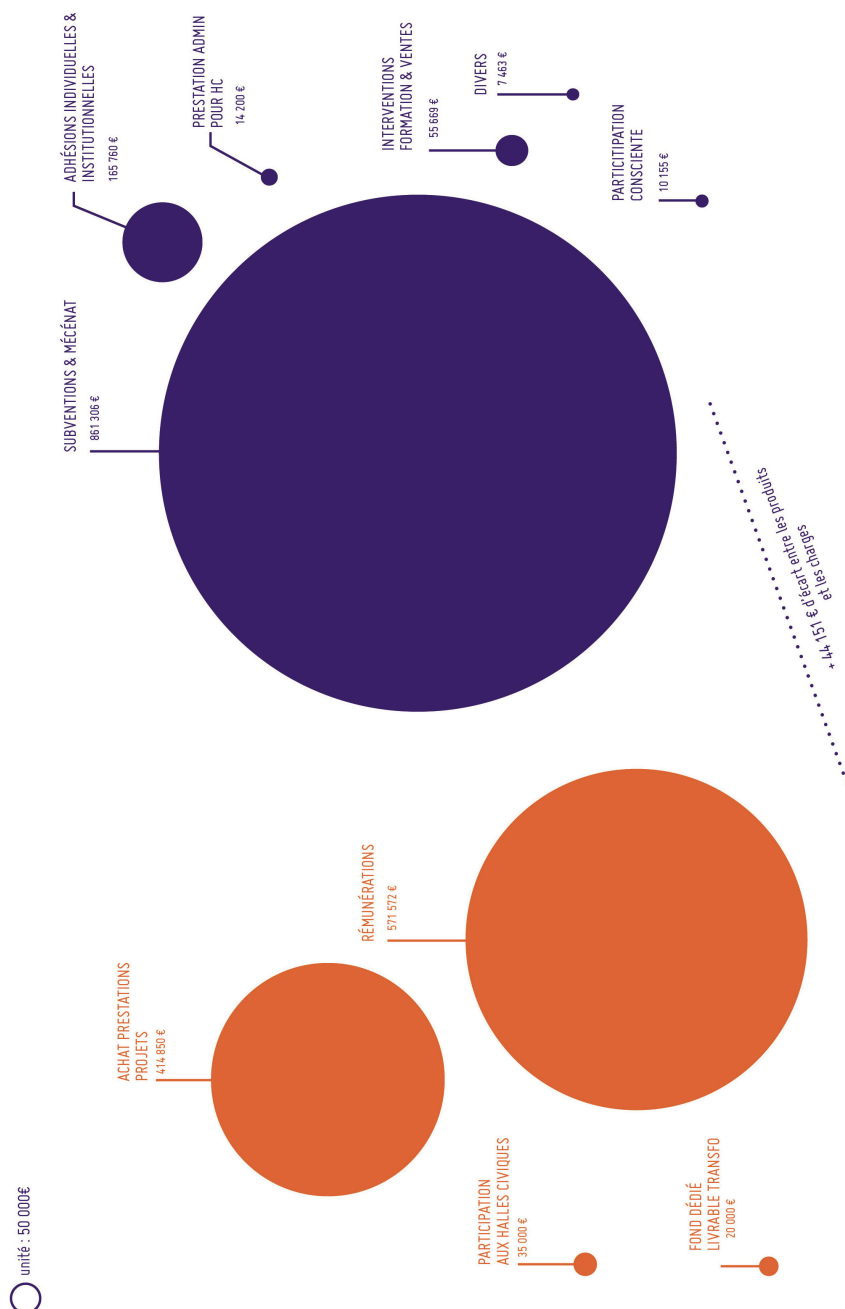
Un projet d'université d'été dans un cadre territorial est en cours de réflexion.

Comptes 2018 et budget prévisionnel 2019

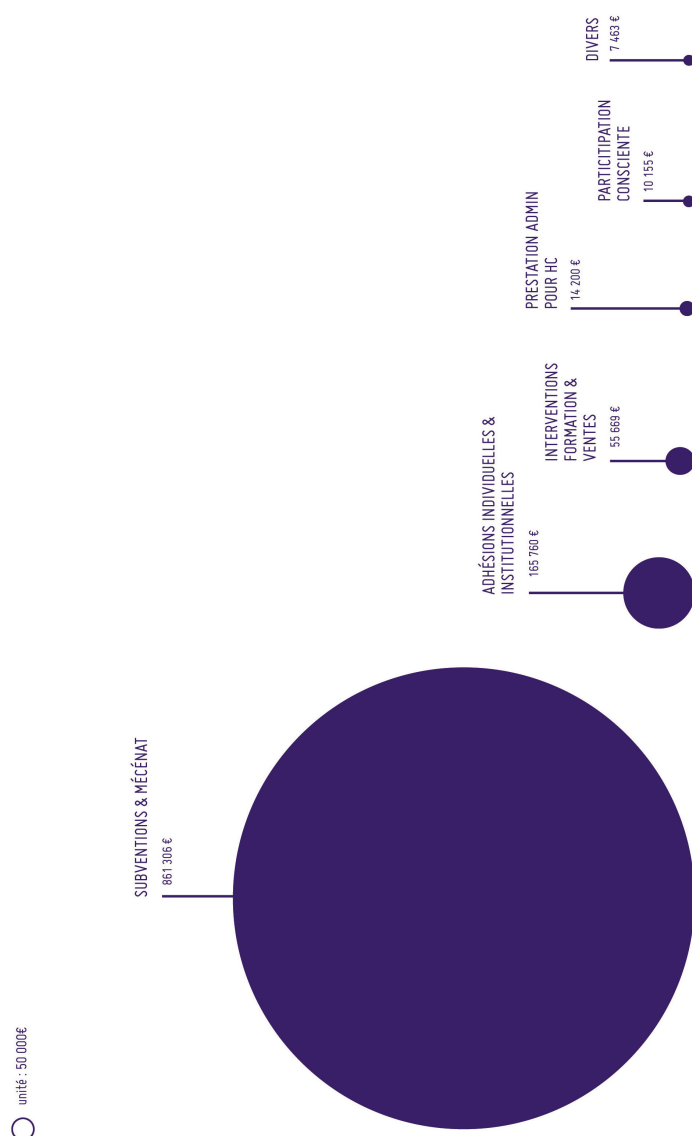
ÉVOLUTION DES DÉPENSES ET RECETTES ENTRE 2018 ET 2019



POSTES CLES DU COMPTE DE RESULTAT 2018



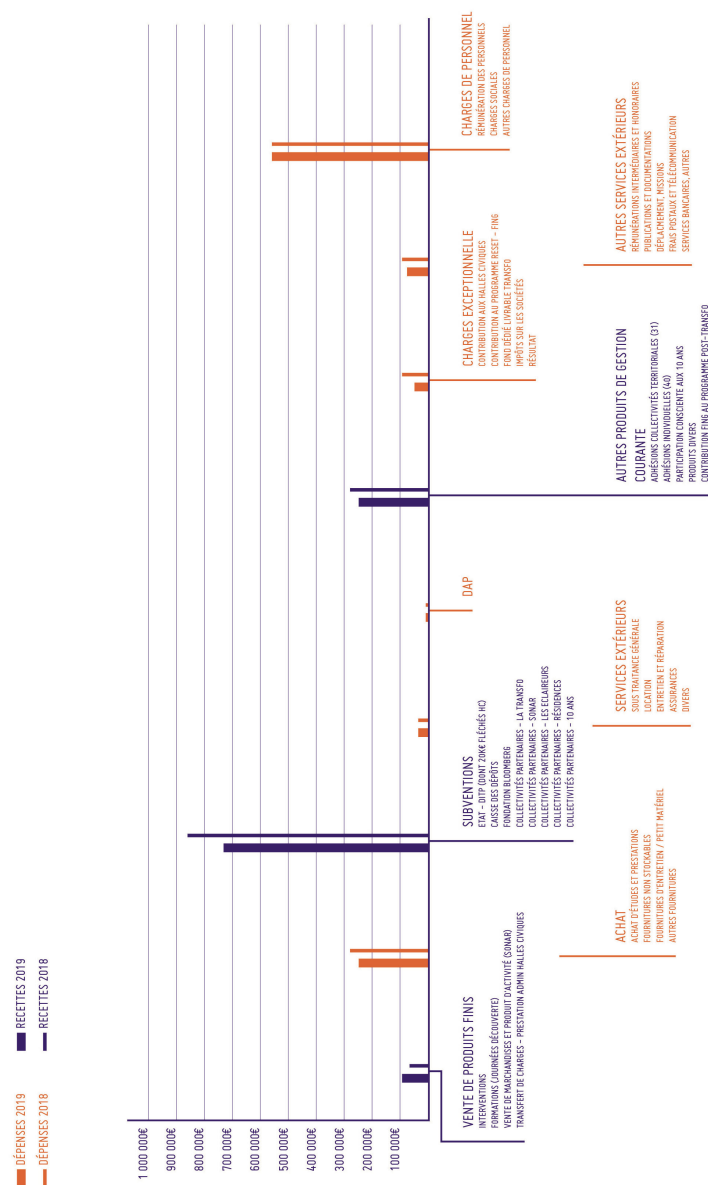
LES DIFFERENTS FINANCEMENTS 2018



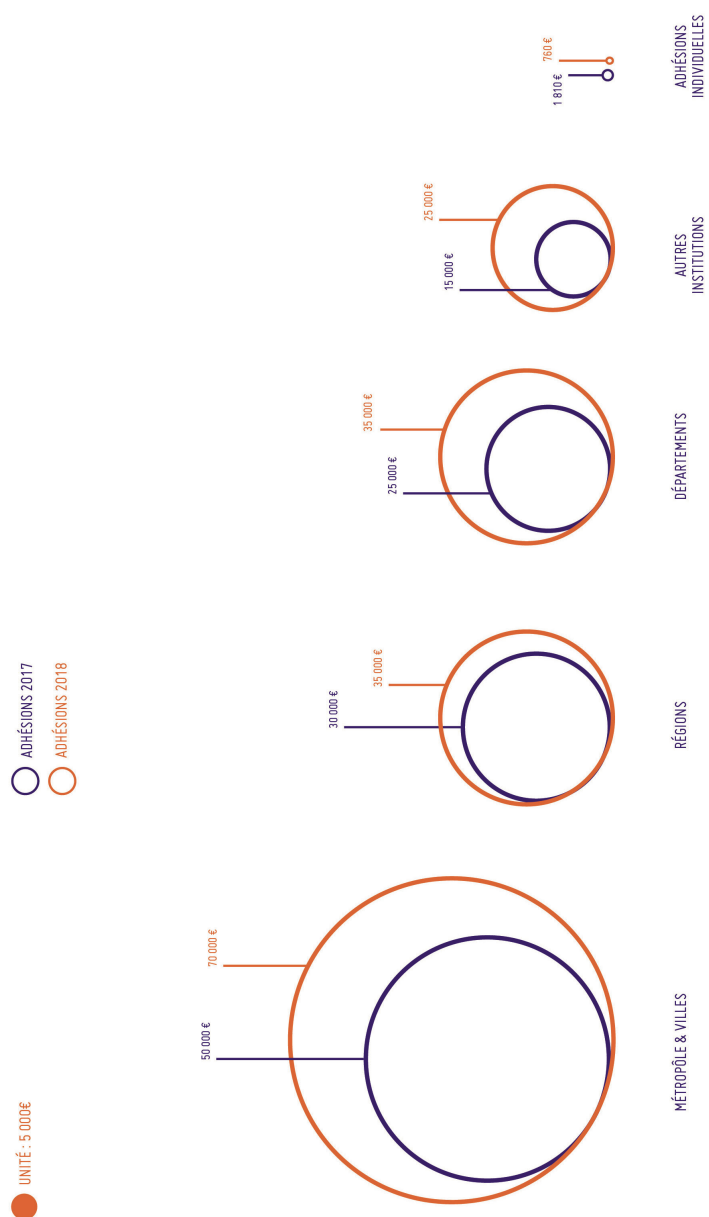
BUDGET PRÉVISIONNEL 2018

	Prév 2019	Réalisé 2018		Prév 2019	Réalisé 2018
60- Achat	267 565	281 858	70- Vente de produits finis	96 560	69 869
Achat d'études et prestations	249 900	268 939	Interventions	35 000	30 255
Fournitures non stockables	17 665	12 919	Formations (Journées Découverte)	10 880	24 900
Fournitures d'entretien - petit matériel			Vente de marchandises et produit d'activité (Sonar)	15 600	474
Autres fournitures - Equipement			Transfert de charges - Prestation admin Halles Civiques	35 080	14 200
61- Services extérieurs	34 940	34 204	74- Subventions	738 435	861 306
Sous traitance générale			Etat - DTP (dont 20K€ fléchés HQ)	90 000	95 000
Locations	33 120	32 387	Caisse des Dépôts	-	44 000
Entretien et réparation			Fondation Bloomberg	245 793	263 660
Assurances	1 820	1 817	Collectivités partenaires - La Transfo	334 643	389 929
Divers			Collectivités partenaires - Sonar	16 000	
62- Autres services extérieurs	70 897	98 788	Collectivités partenaires - Les Eclaireurs	52 000	35 250
Rémunération intermédiaires et honoraires	13 500	12 268	Collectivités partenaires - Résidences		27 307
Publications et documentation	34 250	3 133	Collectivités partenaires - 10 ans		6 160
Déplacements, missions	19 147	76 440			
Frais postaux et de télécommunications	2 400	4 562			
Services bancaires, autres	1 600	2 385			
63 - Impôts et taxes	22 970	26 180	75- Autres produits de gestion courante	186 600	183 378
Impôts et taxes sur rémunération	22 970	22 222	Adhésions collectivités territoriales (31)	155 000	165 000
Autres impôts et taxes		3 958	Adhésions individuelles (40)	1 600	760
64 - Charges de personnel	572 924	571 575	Participation consciencie aux 10 ans		10 255
Rémunération des personnels	406 935	353 391	Produits divers		7 363
Charges sociales	165 989	218 184	Contribution FING au programme Post-Transfo	30 000	
Autres charges de personnel					
68 - DAP	2 299	2 713			
DAP	2 299	2 713			
Charges exceptionnelles	50 000	99 236			
Contribution aux Halles Civiques	20 000	35 000			
Contribution au programme RESET - FING	30 000	20 000			
Fond dédié livrable Transfo		86			
Impôts sur les sociétés		44 150			
Résultat					
Total des charges prévisionnelles	1 021 595 €	1 114 554 €	Total des produits prévisionnels	1 021 595 €	1 114 554 €

ÉVOLUTION DES DEPENSES ET RECETTES ENTRE 2017 ET 2018



ADHÉSIONS 2018



A l'heure actuelle, les adhérents à l'associations sont :

- ❖ **7 Régions** : Grand Est ; Bourgogne – Franche Comté ; Bretagne ; Ile de France ; Nouvelle Aquitaine ; Réunion ; Occitanie
- ❖ **5 Départements** : Calvados ; Puy de Dôme, Gironde ; Val d'Oise ; Loire Atlantique
- ❖ **12 Villes, métropoles et agglomérations** : Nantes Métropole ; Rennes Métropole ; Grenoble-Alpes Métropole ; Mulhouse, Eurométropole de Strasbourg ; Communauté Urbaine de Dunkerque ; Alfortville ; Metz Métropole ; Lille Métropole ; Grand Paris Sud ; Grand Paris Métropole ; Bordeaux Métropole
- ❖ **4 établissements publics** : GHT Psychiatrie et neurosciences de Paris ; Le Lab Pole Emploi ; Ecole Supérieure du Professorat et de l'Éducation de Lille ; CNAM de Paris
- ❖ **2 adhésions croisées** : la FING et Démocratie Ouverte.
- ❖ **18 adhésions individuelles validées.**

Les résolutions suivantes ont été soumises au vote et adoptées

L'Assemblée Générale a débattu et échangé autour des projets en cours de la 27^e Région.

APPROBATION DES COMPTES ET DU RAPPORT D'ACTIVITÉ 2018

L'Assemblée Générale approuve les comptes 2018 (Résultat : 44 151 €) et le rapport d'activité. L'association tient les comptes, le rapport d'activité et le rapport du commissaire aux comptes à la disposition de tous les membres désireux de les consulter.

APPROBATION DU RAPPORT SPÉCIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

L'Assemblée Générale approuve le rapport spécial du commissaire aux comptes et les conventions croisées entre la 27^e Région et Les Halles Civiques à l'unanimité.

APPROBATION DU RENOUELEMENT DU MANDAT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

L'Assemblée Générale approuve le renouvellement du mandat du commissaire aux comptes à l'unanimité

BUDGET PRÉVISIONNEL 2019 DE LA 27E RÉGION

L'Assemblée Générale approuve le budget prévisionnel 2019 à l'unanimité

APPROBATION DE L'ACCORD D'INTERESSEMENT

L'Assemblée Générale approuve le versement de l'intéressement aux salariés à l'unanimité.

APPROBATION DE LA GRILLE D'ADHÉSION 2019

L'Assemblée Générale approuve la grille d'adhésion 2019 à l'unanimité.

Demain, on transforme quoi ? *La prospection sans pression*

LES COMMUNS

Les communs sont à la mode, les séminaires et conférences sur le sujet se multiplient (rien que ces derniers temps à l'initiative du CGET, Berger-Levrault, aux Grands Voisins), plusieurs listes se présentent aux municipales de 2020 sous le slogan des communs, des réseaux de juristes territoriaux commencent à s'organiser pour étudier la notion et sa transcription dans l'action publique territoriale.

De nombreuses questions demeurent cependant : comment dépasser les grandes déclarations (voire le *common washing*) et traduire concrètement les principes des communs dans la réalité ? Comment aider les acteurs publics à s'emparer du sujet sur le terrain, à quoi ressemblerait une politique publique des communs ?

Les communs créés-t-ils de la justice sociale ou restent-ils l'apanage d'une élite cultivée ?

Pour la 27e Région et ses partenaires, les communs sont-ils un moyen de concilier transformation publique et renouveau démocratique ?

Frédérique Pallez : *Enacting the commons* donne une idée très concrète des diversités de modèles économiques, des modèles institutionnels, des intentions politiques, notamment suivant les cultures nationales. Une première étape serait de répertorier et classer ces modèles pour les clarifier ("herbier").

Yannick Blanc : Ce n'est pas une mode mais une tendance émergente, qui correspond à la décomposition des architectures institutionnelles. La notion de "Communs" est encore très confuse, diverse, mais fondamentale pour la 27e Région de s'y intéresser.

Le Design est une boîte à outils face au "communs" qui est un sujet de fond qu'il convient de traiter dans une démarche de prospective et d'inventaire.

Le capital d'expérience de la 27e Région permet d'explorer de manière plus pragmatique, concrète et moins utopique, notamment pour donner un contenu articulé à la distinction entre bien public et bien commun, qui n'est pas documenté aujourd'hui.

Yannick Propose de faire une présentation du dernier ouvrage d'Elinor Ostrom qui n'a jamais été traduit (*Understanding institutional diversity*)

Serge Dobel : Il s'agit de comprendre comment l'action de citoyens peut être complémentaire à l'action publique, comment les collectivités peuvent vivre ces communs pas comme des concurrents ou des solutions par défaut (quand l'action publique est contrainte de se retirer).

Jean-Marie Bergere : La force de la 27e Région réside notamment dans une vision très ouverte des collectivités, mais il reste beaucoup à apprendre sur la manière dont la société civile peut s'organiser, s'engager, en vivant l'expérience de gérer des communs, avec ce que ça apporte à chacun, avec le refus du principe même de déléguer cette expérience ou d'être représenté.

Edith Hallauer : Ce qui est intéressant, c'est en quoi les communs font bouger l'action publique

Frédérique Pallez : Il faut regarder particulièrement les domaines sur lesquels les acteurs publics agissent traditionnellement, notamment des sujets lourds en terme économique (logement, mobilité) et voir en quoi cela perturbe l'action publique dans ce domaine.

Yannick Blanc : A Montreal, un quartier entier s'est construit sur une friche industrielle, sur une logique de commun. Un exemple de partenariat public-communs : Les Journées Citoyennes.

LA FORMATION

Nous sommes en 2023, la 27e Région s'est repositionnée autour d'une activité de formation : décrivez ses nouvelles activités.

Quelles compétences ? Quelles formations ? Quels acteurs ?

L'ENA a été supprimée en 2020 et l'ensemble des acteurs de la formation sont en train de se repositionner, un nouveau marché s'ouvre autour de la formation des agents et des futures agents. Parallèlement, la conduite de l'action publique continue de se complexifier avec des enjeux forts (montée des populismes, crise climatique, migrations, etc.).

Dans ce contexte, comment la 27e Région se repositionne-t-elle et crée-t-elle de nouvelles alliances en plaçant au centre des valeurs éthiques et critiques ?

Réforme de la formation professionnelle d'ici 2021 ?

Un programme de formation inter tiers-lieux ?

Sandrine Roubert : Plutôt que de chercher à former en silo les élus, les agents, il faudrait chercher des formes de formation où les gens se confrontent (agents, citoyen, élus?).

Il faut penser aussi à créer des espaces de rencontre, être innovant dans les formats de formation, et imaginer des formes ludique, « être en situation de ».

Christian Paul : il faudrait d'abord partir d'un état des lieux de la formation : de très nombreuses initiatives (école de design, chair, etc., INET, Science Po) existent déjà. Essayons plutôt de comprendre pourquoi ça a pris, mais aussi pourquoi cela s'est plafonné depuis un an ou deux. Ensuite il faut tordre le cou à l'idée de créer notre « public academy ». Si on fait ça, il faut le faire en réseau, et en s'adossant à une structure existante dans un modèle polycentrique (Net, Science Po, des iae). Cf la DITP et l'académie de la transformation publique ? Les agents de l'Etat ont déjà une offre structurée.

Quel public est pertinent ? Formation initiale plutôt que continue ? Enfin, il est important d'investir la formation initiale et pas seulement dans les interstices (université d'été).

Il y a des espaces dans les formations en année scolaire. Il faut identifier les structures qui veulent faire de la formation-action : les écoles de design sont-elles les bonnes structures ? Il faut aussi voir ce qu'il se passe à Science Po Lyon avec la Public Factory.

Clément Cambon (Grand Est) : Il faut s'inspirer de l'école du numérique : labelliser des formations, faire monter en compétences des acteurs qui les anime. Potentiellement, il est possible de s'appuyer sur des acteurs du réseau, trouver 10 aliés (Science Po, cnfpt, etc.)

Nathalie Akoka (CNFPT) : Le rôle de la 27e région est pertinent dans le cadre de la nouvelle réforme. Au CNFPT il nous faut recréer un référentiel de compétence.

Emmanuel Rivat : Il faut se recentrer sur le savoir-faire de la 27e, c'est à dire de faire travailler les agents, les cadres, les étudiants ensemble dans une notion de transversalité. Il faut continuer à creuser également la question autour de la post-formation : la capacité à animer des communautés d'alumni, à construction des terrains.

Christian Paul : Je suis d'accord avec le fait de repartir de la valeur ajoutée de la 27e Région. Il faut rester sur des questions de transformations, d'innovation publique et s'appuyer sur un réseau d'acteur du territoire (animateur de réseau de formation).

L'INTERNATIONAL

On constate un contexte de développement exponentiel des labos à l'international (UNDP, etc.), une déconnexion de la fonction publique française et des élus par rapport à l'international, une mondialisation des sujets (climat, etc.), Brexit, crise des relations internationales, montée des populismes, phénomène de mac-donalisation de la culture de gestion publique nord-sud, business international du consulting et audit, les multinationales et les fondations privées devançant l'acteur public.

Est-ce pour nous un marché ? Un terrain d'expérimentation ?

Et si... On imaginait des cours de l'anglais de l'innovation? L'anglais est souvent un frein pour développer des liens avec des pairs à l'international, participer et intervenir dans des réseaux et conférences, rendre visible notre travail ailleurs qu'en France. Cela pourrait prendre la forme de cours à distance, en vision conférence, spécialement appliqués à des thématiques et au vocabulaire de l'innovation publique. Cela marcherait si c'est fait en amont de la participation à un événement anglophone, ou en tous les cas d'une occasion pour les participants de s'exprimer en anglais ;

Et si... On faisait des « work placements » ou des échanges de personnes entre des Labos français et internationaux? Accueillir des délégations internationales est perçu comme très enrichissant, l'occasion de mettre son travail en perspective, de recevoir des retours critiques, de valoriser la collectivité et le labo. Pouvoir aller passer une semaine ou plus dans un labo à l'international permettrait de prolonger et densifier ces échanges. Cela marcherait si cela permettait un appui sur un projet / une thématique de travail commune entre le labo qui envoie et le labo qui reçoit.

Et si... On organisait une rencontre des chargés de mission ou conseiller Europe, à la fois pour comprendre la préparation de la prochaine programmation de fonds régionaux européens, et pour améliorer l'accès à ceux-ci ? La prochaine programmation européenne, et l'orientation des fonds structurels, est en cours. Il serait intéressant de sensibiliser les personnes qui y travaillent au sein des régions afin de comprendre si des thématiques innovation publique pourraient s'y intégrer. Par ailleurs, l'accès aux financements européens est souvent perçu comme complexe ; cela pourrait intéresser ces personnes de réfléchir à des modes d'amélioration.